

ECONOMIE GENERALE

« **DEFINISSEZ LE RÔLE DES BANQUES DANS L'ECONOMIE** »

Introduction

1. Depuis quelques années, la presse économique se fait l'écho de la place grandissante des marchés financiers dans le financement de l'économie. A observer les différentes études, les agents économiques s'orientent de plus en plus vers les places financières pour trouver les fonds dont ils ont besoin, ce qui pose la question du rôle des banques aujourd'hui dans l'activité économique.
2. L'activité bancaire peut être considérée comme un commerce ordinaire : effectuer pour le compte d'autrui des recettes et des paiements, acheter ou vendre des monnaies, de l'or ou de l'argent, manipuler des instruments financiers pour son propre compte ou celui d'un donneur d'ordres.
3. En dehors de ces activités de base, les banques assurent un rôle pivot dans le financement de l'économie. Elles drainent l'épargne et contribuent ainsi à son orientation. Elles allouent des crédits et jouent à ce titre un rôle majeur dans la création de nouvelles richesses productives. Depuis une vingtaine d'années, leur rôle a considérablement évolué en raison des réformes législatives et réglementaires et des déséquilibres qui ont touché le système bancaire dans son ensemble. Aujourd'hui, la concurrence est très vive : généralisation de la liberté de mouvement des capitaux et expansion rapide des marchés financiers. Des orientations stratégiques majeures vont modifier leurs prestations tant auprès des particuliers qu'auprès des entreprises, ce qui peut engendrer de lourdes conséquences macro-économiques. Les banques françaises sont particulièrement concernées par les mutations des années 1980 en raison du haut degré de réglementation administrative qu'elles ont connu auparavant. On se concentre ici sur le système bancaire français. La Banque de France, sous l'autorité de la *Banque Centrale Européenne* (BCE) veille au bon fonctionnement du système bancaire national, participe et met en œuvre la politique monétaire définie par la BCE. En tant que banque des banques (*prêteur en dernier ressort*), elle influe évidemment sur leur comportement, mais cet aspect relève plus particulièrement de la politique monétaire.
4. La première partie présente la diversité des activités bancaires, puis la réflexion s'orientera sur les nouvelles positions prises par les banques à la suite de la libéralisation financière.

I- Les activités bancaires

1- L'intermédiation

1. La collecte des dépôts et la distribution des crédits : les ressources sont constituées par les fonds propres, l'émission d'obligations ou assimilés, la collecte auprès de la clientèle, le marché monétaire ou le marché interbancaire. Les crédits distribués peuvent prendre l'aspect de facilités de caisse, d'avances sur recettes, du financement du besoin en fonds de roulement, de crédits à l'export, de crédits à la consommation ou à l'habitat. Les banques financent également l'investissement productif : la logique de création monétaire (« les crédits font les dépôts »), les banques sont indispensables pour financer le développement industriel et l'innovation (financement des projets sans épargne correspondante). Une activité essentielle pour soutenir la croissance économique.

2. Les banques comme instrument de politique économique : les banques sont régulièrement mises à contribution pour accompagner les reconversions industrielles (sidérurgie, textile, construction navale...) et l'octroi de prêts à taux d'intérêt bonifiés !

2- Les services bancaires et les activités commerciales

1. Services classiques : développer sur la gestion des moyens de paiement, la location de coffres, les services de caisse, les services de change, les opérations de bourse...

2. La logique commerciale : développer sur la vente de produits d'épargne, d'assurance, de produits des OPCVM (*Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières*) constitués des SICAV (*Sociétés d'Investissement à Capital Variable*) et des FCP (*Fonds Communs de Placement*)...

II- Les banques à l'épreuve de la libéralisation financière

1- Dérèglementation, décloisonnement et désintermédiation dès les années 1980

1. Dérèglementation et décloisonnement : elles sont mises en œuvre par la loi bancaire de 1984 (dite loi J. DELORS), puis les réformes de 1985 et 1986. Ceci a entraîné un mouvement de « course aux guichets » et ainsi révélé des surcapacités. En outre, en 1987, la suppression de l'encadrement du crédit a accru la pression concurrentielle ! De même, le décloisonnement des activités entre banques d'affaires (de « haut de bilan ») et banques de dépôts (de « bas de bilan ») a permis une meilleure répartition entre les banques des opérations de crédits à taux bonifiés et ainsi renforcé la concurrence !

2. Désintermédiation : création du second marché (essentiellement pour les PME) en 1983, des billets de trésorerie en 1985, du MATIF (*Marché A Terme International de France*) en 1986, du MONEP (*Marché des Options NEgociables de Paris*) en 1987... Toutes ces innovations financières ont déformé les placements en faveur d'actifs plus liquides et rémunérés aux taux de marché (renchérissement majeur des ressources des banques), les commissions remplacent les intérêts, développement de la finance directe ! Avant 1983, les entreprises avaient massivement recours à l'emprunt bancaire dans le cadre d'une économie d'endettement. Ensuite, la faiblesse de la croissance (donc de l'investissement) et l'amélioration de la structure financière des entreprises ont entraîné une réduction des besoins de financement bancaire ! De plus, les épargnants financent directement l'Etat à travers la souscription de titres. L'intermédiation s'oriente alors davantage vers les ménages, ce qui conduit à une crise majeure de surendettement en 1989-1990 mais aussi vers l'intermédiation de marché (cf. infra).

Finalement, on constate une diminution de la rentabilité bancaire, c'est-à-dire de la marge d'intérêt (= taux créditeurs versés aux déposants - taux débiteurs demandés aux emprunteurs), tassement du produit net bancaire. Mais, ces décisions accompagnent le processus de globalisation financière et les banques ont ainsi l'opportunité de se développer à l'étranger, souvent sous forme de fusions-acquisitions, fin d'atteindre une taille critique pour faire face à la concurrence mondiale et pouvoir également accompagner leurs clients dans leur propre processus d'internationalisation !

2- Les nouveaux métiers de la banque

1. Développer sur :

- Le développement des activités hors-bilan : recours aux marchés de capitaux à long terme, « titrisation », les banques sont les principaux acteurs des marchés financiers car elles assurent la liquidité des acteurs (intermédiation de marché) ;
- L'investissement immobilier ;
- La bancassurance, les services financiers ;
- L'innovation financière dans les années 1980 est une alternative à l'endettement bancaire de la période précédente (recyclage des créances douteuses), d'autant plus que les banques doivent satisfaire à une double obligation de capitaux : les banques doivent satisfaire aux normes internationales de rendement des fonds propres (le ROE, *Return On Equity*, rentabilité des capitaux propres, à 15% et plus) et aux règles prudentielles de la réforme « Bâle 2 »ⁱ (cf. note de fin). Les banques sont présentes dans les trois domaines de la finance : banque, assurance, gestion de titres.

2. La fragilité des banques dans les années 1990 : la déformation de la structure des placements impose aux banques un coût supplémentaire qui n'est pas compensé par d'autres

sources de profits ! Au total, développement de la logique commerciale au détriment de la logique de service ; l'investissement, et notamment celui des PME-PMI, risque d'être pénalisé par l'augmentation du coût d'intermédiation.

Conclusion

1. Les banques ont toujours représenté un important acteur économique, au centre de la réflexion keynésienne (*économie monétaire de production*). Elles ont en effet largement contribué à construire le capitalisme moderne car elles détiennent *les cordons de la bourse* et elles ont toujours joui d'une forte protection étatique. Mais, depuis les années 1980, le secteur bancaire se voit submergé par une véritable révolution, à la fois juridique et économique. L'erreur des économistes est d'avoir opposé banques et marchés financiers et de présenter les émissions de titres comme des substituts aux crédits bancaires, alors que les banques ont su parfaitement tirer parti du développement des marchés et de la globalisation financière ! Néanmoins, la globalisation financière et l'introduction sur d'autres marchés que le marché domestique, l'innovation financière et la conquête de nouvelles cibles sont des axes difficiles pour profiter des modifications environnementales, car la concurrence est de plus en plus vive. En fin de compte, l'accroissement de la concurrence recherchée par la libéralisation financière aboutit progressivement à l'émergence d'acteurs bancaires de grande taille, ayant un important pouvoir de marché, ce qui contredit l'idée que la libéralisation renforce la concurrence.

2. Pour réduire leurs risques, mais aussi leurs coûts, les banques ont eu recours aux produits dérivés, qui consiste à transférer leurs risques aux marchés financiers, ce qui n'exclut pas un accroissement du risque global étendu à l'ensemble du système financier ! On peut alors se demander si les progrès de la régulation bancaire, qui ont accru la capacité de résistance aux crises des systèmes bancaires des pays les plus avancés, seront suffisants pour éviter de nouveaux dérapages, d'autant que si les autorités de supervision se sont résolues à coopérer davantage pour mieux encadrer la pluriactivité des banques et leur internationalisation, elles restent peu enclines à aller plus loin, vers la mise en place de superviseurs aux prérogatives transnationales...

ⁱ **Réforme Bâle 2** : les premiers accords du Comité de Bâle (1986) ont soumis les banques à une exigence minimale de fonds propres (ratio Cooke), fixée à 8% de leurs actifs pondérés par les risques. Les accords de Bâle 2 (entrée en application prévue en 2007) affinent la mesure du risque de crédit et introduisent de nouveaux risques, tels le risque opérationnel, lié notamment aux dysfonctionnements des systèmes informatiques. Les banques sont autorisées à utiliser leurs propres instruments d'évaluation des risques pour déterminer leur besoin en fonds propres.

La réglementation bancaire n'a pas disparu, elle a changé de nature : les banques sont chargées de s'autocontrôler, le rôle des autorités de tutelle se limite à vérifier la validité des procédures et des instruments de contrôle interne. La nouvelle régulation des banques articule de plus en plus l'action des Pouvoirs publics, celle du marché et celle des établissements eux-mêmes.